

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

AVRIL 1965

Chez PEUGEOT:

provocations patronales

Sous prétexte d'un manque de commandes, la Direction PEUGEOT avait, l'été dernier, baissé les horaires hebdomadaires à 32 heures, puis les avait ramenés à 40 heures.

Pour préparer le lancement d'un nouveau modèle, la 204, elle a rétabli les horaires à 43 h. 45 puis a annoncé qu'ils seraient portés à 46 h. 15 à partir du 3 Mai. Cette augmentation officielle de la durée du travail s'est accompagnée de mesures plus discrètes mais significatives :

- profitant du monopole de l'emploi qu'elle détient dans la région de SOCHAUX, elle a proposé des contrats de 6 mois aux femmes sans travail âgées de 18 à 25 ans, à condition qu'elles satisfassent à un sévère examen médical!

- dans la plupart des services d'entretien, elle a sollicité les professionnels pour qu'ils acceptent de travailler 52 heures par semaine au démontage des moteurs, tâche généralement accomplie par des O.S.

## Ouvriers et syndicats.

Pendant ce temps, les dirigeants CGT et CFDT ont lancé une série de grèves tournantes. Raison officielle: protester contre l'augmentation des horaires et la suppression de certaines primes. Mais cet ordre officiel de grève semble avoir eu pour but principal de "coiffer" une réaction spontanée des travailleurs. Dès le 5 Avril, des débrayages auraient eu lieu aux presses et à la "404-dérivés". Et le mercredi c'est l'action de militants de base qui aurait étendu le mouvement vers certains ateliers de tôlerie, des colonnes d'ouvriers ayant ensuite fait débrayer d'autres secteurs: emboutissage, mécanique.

En réalité, les sections syndicales locales avaient des raisons particulières de déclencher un mouvement chez PEUGEOT. Pour disposer du maximum d'éléments productifs, la Direction a appliqué strictement la loi sur les délégués du personnel alors qu'auparavant ces derniers jouissaient de nombreux privilèges. Le nombre des délégués a été ramené de 80 à 52, le crédit d'heures est passé de 20 à 15 heures par mois et diverses tolérances concernant les délégués suppléants ont été supprimées.

Mais il est probable aussi que les syndicats ont senti la nécessité de "faire quelque chose" vis-à-vis des travailleurs de la base. C'est ce que laisse entendre (avec une belle hypocrisie) le Directeur-Général dans une déclaration à une journaliste: " Notre personnel est très jeune: 70% ayant de " 20 à 40 ans et 75% moins de 40 ans. Il peut manquer d'expérience et être influencé par l'arrivée au syndicalisme d'éléments insuffisamment formés, qui " croient à l'expansion illimitée de Peugeot. On veut manger tout de suite la " confiture... "

Si les travailleurs de chez Peugeot ne peuvent être considérés comme très combattifs, ils ont cependant résisté plusieurs fois énergiquement, dans le passé, à une aggravation de leurs conditions de travail. En 1961, à la suite d'une intensification des cadences, les ouvriers des ateliers de carrosserie déclenchèrent une série de grèves sauvages et envahirent les bureaux où ils passèrent à tabac le directeur d'alors. Violences évidemment "condamnées" par les syndicats.

#### L'offensive patronale.

Saisissant le prétexte des grèves tournantes, la Direction licencie, le 10 Avril, 8 grévistes et met à pied 5 délégués. Le 13 Avril, ce sont 77 nouvelles mises à pied qui sont annoncées. Le caractère provocateur de ces mesures ne fait aucun doute: il suffit d'avoir entendu le battage fait à la radio et dans la presse bourgeoise autour du "conflit" pour comprendre que c'est l'ensemble du patronat qui essaye d'apprécier la combattivité ouvrière à travers le conflit Peugeot. C'est dans le même esprit qu'a été annoncée le 12 Avril la mise en état d'alerte de 400 gendarmes mobiles à 15 kilomètres de SOCHAUX.

Les syndicats se font saisir 10.000 tracts et la ronéo du comité d'établissement. Loin d'essayer d'étendre le mouvement, ils distribuent des tracts à la porte des églises et des stades. Leur argument?: " les horaires élevés " avec la fatigue supplémentaire qu'ils entraînent sont générateurs d'accidents". Les patrons et les curés vont être émus. Ils font appel au sous-préfet, celui qui a alerté les gendarmes pour matraquer les ouvriers et participent à une " table ronde " autour de l'Inspecteur du Travail.

Toutefois, les ouvriers, qui ont compris qu'une nouvelle défaite aurait de dures conséquences pour eux, participent de plus en plus nombreux à la grève. La Direction qui a annoncé 22% de grévistes le Lundi précédant Pâques en reconnaît 24% le mardi, 38% le mercredi et 44,6% le jeudi matin.

A ce moment, les syndicats annoncent la suspension de la grève le Vendredi et le Mardi pour que le Lundi de Pâques, jour chômé soit payé. Mais n'est-ce pas plutôt pour casser un mouvement qui tend à les déborder? Après la trêve des confiseurs, connaissons-nous la trêve des cloches ?

#### Quelques conclusions.

Les provocations patronales chez PEUGEOT montrent encore une fois que la bourgeoisie arrêtera son attaque contre la classe ouvrière seulement lorsque les travailleurs auront montré leur volonté de se défendre.

Les syndicats ont eux-aussi prouvé une fois de plus qu'il n'y a rien à en attendre. Lorsqu'une minorité de travailleurs (20% au début) étaient en lutte, soit spontanément, soit à leur instigation, ils les ont orientés vers des mouvements tournants d'une efficacité plus que douteuse et qui, surtout,

exposaient les ouvriers à la répression. Pourtant, les syndicats ont été eux-aussi touchés par l'offensive de la Direction PEUGEOT, qui a sans doute pensé qu'elle était assez forte pour briser toute seule les travailleurs. Mais, toujours empêtrés dans la légalité, ils n'ont su que pleurer auprès du sous-préfet et de l'inspecteur du travail.

Leur seul but? Se faire reconnaître comme interlocuteurs valables. Le secrétaire général de la Fédération CFDT de la métallurgie vend la mèche : " Les " mouvements actuels chez Peugeot, chez Berliet ou dans la construction navale " montrent la volonté des travailleurs de négocier et d'aller plus loin que les " décisions prises unilatéralement par les employeurs ". Par "travailleurs" entendons "syndicats" pour les dirigeants desquels la classe ouvrière n'est qu'une masse de manoeuvre leur permettant de s'asseoir à la même table que les patrons.

Le problème qui se pose aux travailleurs de chez PEUGEOT qui entrent en lutte est de s'organiser pour décider eux-mêmes ce qu'ils doivent faire. Il est possible que les grévistes aient eu intérêt à interrompre leur mouvement le vendredi précédant et le mardi suivant Pâques. Etant loins du conflit, nous n'avons pas à en juger. Mais ce qui est certain, c'est qu'il appartenait aux ouvriers en grève, et non à une poignée de bureaucrates syndicaux, d'en décider.

-----

## Un enseignement

Depuis plus d'un mois, les enseignants du secondaire poursuivent une grève administrative dont ils imaginent mal quelle pourra être l'issue. Il nous semble, quant à nous, que le problème est plus simple qu'il ne paraît et qu'une action de ce genre est riche d'enseignements... sur ce qu'il ne faut pas faire.

Voilà bien une grève démocratique semblerait-il tout d'abord, car les intéressés avaient participé à une consultation de leur syndicat les invitant à choisir la forme de l'action, en sorte que la grève administrative fut décidée par la majorité. Il n'empêche que le moment de l'action lui-même fut déterminé par les bureaucrates syndicaux, en sorte que les enseignants sont restés isolés dans un mouvement qui leur est propre et ne reçoit aucun écho dans le monde ouvrier.

Il faut d'ailleurs souligner que cette grève étant limitée à l'enseignement secondaire, les profs eux-mêmes se trouvent isolés dans l'ensemble de la corporation, ce qui ne semble pouvoir s'expliquer que par le jeu d'intérêts particuliers, puisque les revendications, qui portent sur la réforme de l'enseignement et l'amélioration des conditions de travail devraient intéresser aussi bien les instituteurs ou les professeurs de C.E.G. Toujours est-il que la grève suit son cours et a pu sembler se durcir. C'est ainsi que les profs risquent de voir leur prochain traitement amputé de 3 jours, comme quoi il ne sert à rien de tenter une grève au rabais tout en jouant les Jeanne d'Arc: si l'on veut se battre, il importe d'aller jusqu'au bout.

Jusqu'où ira le durcissement actuel? Il n'est pas difficile de le deviner. Après ce simulacre d'action, les syndicats seront les premiers à ralentir

le mouvement. Ne dit-on pas déjà qu'ils " se contenteraient de mesures limitées " dans l'immédiat si elles étaient accompagnées de précisions sur les intentions " à venir "? Ce qui signifie tout simplement qu'ils seront prêts à sacrifier pour d'illusoire promesses la détermination de leurs adhérents, qui, une fois encore, se seront tout bonnement laissés manoeuvrer. L'expérience, mère de la pédagogie, leur aura toujours appris que l'action autonome des travailleurs n'a rien à voir avec les simulacres d'un syndicat, quel qu'il soit.

-----

## Les femmes dans le travail

On sait que si l'exploitation des hommes est générale, sous tous les climats, et n'a fait que changer de forme au cours des siècles, l'exploitation des femmes dans le travail est récente, puisque, jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, les femmes se faisaient exploiter à domicile, à l'ombre de leurs fourneaux ou dans la lumière de leur foyer.

Les organisations de défense ouvrière, entendons les syndicats et les partis, après avoir mis en relief le caractère particulier de telle ou telle catégorie de travailleurs: paysans ou ouvriers, employés de bureau ou techniciens, étudiants ou salariés, ont découvert un nouveau champ de défense; certains, CGT en tête, s'acharnent à demander des améliorations de conditions du travail en raison du sexe; et de revendiquer un quart d'heure de pause par-ci, cinq minutes par là, un temps de têtée, une minute pour faire les courses, une prime de fatigue, une retraite anticipée etc...

Pourquoi pas, en effet? Pourquoi même ne pas prolonger cette subtile différenciation et ne pas considérer la catégorie des hommes et celle des femmes comme totalement distinctes, chaque espèce ayant sa législation propre, son échelle de salaires, son horaire, ses fonctions?

Ce faisant, on contribue au mieux à la division des travailleurs, en invoquant des situations particulières pour demander des faveurs spéciales; on fait également appel au paternalisme sordide du patronat, toujours heureux d'être "social" envers les pauvres femmes.

De même, sous couleur de protéger particulièrement les femmes, les empêche-t-on de faire le même travail que les hommes (puisqu'elles sont plus faibles) et les confine-t-on dans des tâches dont les hommes ne veulent plus. On en profite pour les payer moins et on offre ainsi aux patrons l'occasion de refuser d'aligner les salaires féminins sur les salaires masculins.

En somme, cette tactique de division des travailleurs par ceux qui croient ou font semblant de croire les défendre n'est pas nouvelle. Le droit au travail est certainement une victoire des femmes puisque leur libération sociale ne peut passer que par leur indépendance économique. Encore faut-il que dans le travail, une fois qu'elles ont rejoint la lutte commune contre l'asservissement au capital, elles soient au coude à coude avec les hommes. Les revendications doivent concerner tout le monde, et toute victoire être gagnée par tous au profit de tous. La "lutte des sexes" n'est jamais que le sous-produit de la lutte

des classes et tout ce qui contribue à l'entretenir ne peut que nuire aux intérêts de la classe exploitée.

-----

## Manifestations

A l'appel des organisations de jeunesse du Parti Communiste, quelques milliers de jeunes - étudiants pour la plupart - ont tenté de manifester dans la rue "pour la paix au VIETNAM". Bien entendu, la manifestation a été facilement dispersée par la police, non sans que plusieurs des participants se fassent plus ou moins abîmer.

Il faudrait une dose de crétinisme nettement supérieure à celle dont est capable la moyenne des militants staliniens pour s'imaginer qu'une démonstration de ce genre pourrait impressionner le gouvernement américain. Du reste, même si toute la population française défilait devant l'ambassade des Etats-Unis avec des pancartes et des slogans, on se demande vraiment pourquoi des impérialistes armés jusqu'aux dents, et apparemment prêts à risquer la guerre pour défendre leurs intérêts, prêteraient la moindre attention à des simagrées dont la valeur militaire est égale à zéro.

Comme il est exclu que la direction des organisations staliniennes soit entièrement composée de crétins, il faut donc admettre qu'en donnant l'ordre de manifester ils visaient en réalité un but différent.

Pour découvrir ce but, il suffit de se demander pourquoi aucune manifestation sérieuse n'a jamais été organisée par le P.C. sur une question qui nous touchait de beaucoup plus près que l'actuelle guerre du Vietnam, à savoir la guerre d'Algérie. Les occasions n'ont pourtant pas manqué, que ce soit en 1956 quand le mouvement déclenché spontanément par les rappelés ouvrait la perspective d'un arrêt immédiat des opérations faute de combattants, ou en 1958, quand le coup de force des extrémistes d'ALGER provoquait en métropole une indignation qui aurait facilement pu se traduire par des actes. Mais, dans ces moments, les dirigeants du P.C. se gardaient soigneusement d'ordonner des manifestations violentes. Saboté sournoisement le mouvement des rappelés se terminait en queue de poisson, et quand 300.000 parisiens descendaient dans la rue le 28 Mai 1958, c'était pour être conduits en promenade de la NATION à la REPUBLIQUE et se voir ensuite renvoyés chez eux par le service d'ordre, composé en majorité de membres du P.C.

C'est que dans les conditions de l'époque, des manifestations de masse auraient pu avoir des résultats imprévisibles. Non seulement elles pouvaient faire reculer les capitalistes français devant la poursuite d'une guerre ruineuse et inutile, mais elles risquaient de réveiller la classe ouvrière, de lui donner l'idée d'employer les grands moyens pour la défense de ses intérêts, et conduire ainsi à une offensive à côté de laquelle celle de Juin 36 aurait fait figure de simple préparation. Comment les gens qui, déjà en 1936, ne savaient rien dire d'autre que "il faut savoir terminer une grève" auraient-ils pu envisager une éventualité de ce genre ?

(la suite de cet article sera  
publiée dans le prochain numéro).

-----

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

**Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ».** En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

## **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

**Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.**